

NATIONS UNIES

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/CN.4/1985/1/Add.1
17 décembre 1984

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

Commission des droits de l'homme
Quarante et unième session
4 février - 15 mars 1985

ORDRE DU JOUR PROVISOIRE ANNOTE

établi par le Secrétaire général

1. Election du Bureau

L'article 15 du règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social dispose qu'"au début de la première séance de chacune de ses sessions ordinaires, la commission élit parmi les représentants de ses membres un président, un ou plusieurs vice-présidents et d'autres membres du Bureau selon que de besoin".

2. Adoption de l'ordre du jour

L'article 7 du règlement intérieur dispose qu'"au début de chaque session, la Commission, après l'élection du Bureau, ... arrête l'ordre du jour de la session en se fondant sur l'ordre du jour provisoire".

La Commission sera saisie de l'ordre du jour provisoire (E/CN.4/1985/1) établi par le Secrétaire général conformément à l'article 5 du règlement intérieur. Elle sera également saisie du présent document, contenant les annotations relatives aux points inscrits à son ordre du jour provisoire. Dans un additif à ce document, il sera rendu compte des décisions ou résolutions ayant une incidence sur l'ordre du jour provisoire qui auront pu être prises par l'Assemblée générale à sa trente-neuvième session ou par le Conseil économique et social à sa session d'organisation en 1985.

3. Organisation des travaux de la session

Avant la quarante et unième session auront lieu les réunions d'un groupe de travail officieux, à composition non limitée, sur le projet de convention relative aux droits de l'enfant, autorisées par la résolution 1984/25 du Conseil économique et social (voir les annotations correspondant au point 13) ainsi que, conformément à la décision 1984/145 du Conseil, les réunions d'un groupe de travail composé de

cinq membres de la Commission chargé d'étudier, au titre du point 12 b), les situations particulières renvoyées à la Commission par la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités en application de la résolution 1503 (XLVIII) du Conseil économique et social, en date du 27 mai 1970, et les situations dont la Commission est saisie. Au titre du point 16, et comme suite à la résolution 1984/7 de la Commission, le Groupe de trois membres désignés conformément à l'article IX de la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid se réunira pour examiner les rapports soumis par les Etats parties en application de l'article VII de cette convention. En outre, à sa quarantième session, la Commission a décidé, par sa résolution 1984/59, d'examiner, à sa quarante et unième session, compte tenu des débats de l'Assemblée générale à sa trente-neuvième session, la création d'un groupe de travail à composition non limitée afin de poursuivre l'analyse globale des moyens mis en oeuvre pour encourager et développer davantage le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris la question du programme et des méthodes de travail de la Commission et des autres méthodes et moyens qui s'offrent, dans le cadre des organismes des Nations Unies, pour mieux assurer la jouissance effective des droits de l'homme et des libertés fondamentales (point 11). La Commission a également décidé, par sa décision 1984/116, de créer à sa quarante et unième session un groupe de travail à composition non limitée qui serait chargé de préparer le projet de déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes ou organes de la société de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus (point 12).

En outre, par sa résolution 1984/60 et conformément à la décision 1984/139 du Conseil économique et social, la Commission a décidé qu'à sa quarantième session, un échange de vues devrait avoir lieu entre un porte-parole du Groupe de travail créé par la Sous-Commission à sa trente-septième session (chargé d'étudier de manière approfondie ses méthodes et son programme de travail, y compris ses relations avec la Commission et le Secrétariat), d'une part, et la Commission ou un groupe de travail de la Commission, d'autre part (point 19). Elle a décidé aussi, par sa résolution 1984/62, de créer, à sa quarante et unième session, un groupe de travail à composition non limitée, afin de poursuivre l'examen du projet de déclaration révisé sur les droits des personnes appartenant à des minorités nationales, ethniques, religieuses et linguistiques (point 20).

L'attention de la Commission est appelée sur les décisions qu'elle a prises, à ses trente-neuvième et quarantième sessions, au sujet de la limitation de la durée des interventions. Elle a ainsi décidé d'appliquer les principes suivants :

Demander aux membres de limiter eux-mêmes la durée de leurs interventions sur un point de l'ordre du jour à 20 minutes pour une première intervention et à 10 minutes pour les interventions suivantes;

Limiter à deux le nombre des interventions faites par les observateurs sur chaque point, la première ne devant pas excéder 15 minutes et la seconde 10 minutes;

Dans le cas d'Etats membres directement visés dans un rapport, la durée de la deuxième intervention peut aller jusqu'à 15 minutes;

Limiter à une seule intervention de 10 minutes le temps de parole des organisations non gouvernementales sur un point donné de l'ordre du jour.

L'attention de la Commission est appelée sur la résolution 1982/50 du Conseil économique et social, en date du 28 juillet 1982, et l'annexe à cette résolution, relative à la revitalisation du Conseil économique et social, et plus particulièrement sur l'alinéa j) du paragraphe 1, qui se lit comme suit :

"Tous les organes subsidiaires du Conseil sont instamment priés de faire preuve d'une très grande mesure en adressant au Secrétaire général des demandes pour de nouveaux rapports et de nouvelles études et d'appliquer pleinement les dispositions des décisions du Conseil et de l'Assemblée générale en ce qui concerne le contrôle et la limitation de la documentation."

En outre, au paragraphe 6 de sa résolution 1981/83, en date du 24 juillet 1981, le Conseil économique et social a prié le Secrétaire général de porter à l'attention des organes intergouvernementaux et organes d'experts, avant l'adoption de toute décision, toute demande de documentation que le secrétariat ne serait pas en mesure de satisfaire dans les délais demandés et dans les limites de ses ressources approuvées.

A sa quarante et unième session, la Commission sera composée des Etats suivants, dont le mandat vient à expiration au 31 décembre de l'année indiquée entre parenthèses :

Allemagne (République fédérale d') (1987), Argentine (1987), Australie (1987), Autriche (1987), Bangladesh (1985), Brésil (1986), Bulgarie (1987), Cameroun (1986), Chine (1987), Chypre (1985), Colombie (1985), Congo (1987), Costa Rica (1985), Espagne (1986), Etats-Unis d'Amérique (1986), Finlande (1985), France (1986), Gambie (1987), Inde (1985), Irlande (1985), Jamahiriya arabe libyenne (1985), Japon (1987), Jordanie (1986), Kenya (1986), Lesotho (1987), Libéria (1987), Mauritanie (1986), Mexique (1986), Mozambique (1985), Nicaragua (1985), Pays-Bas (1985), Pérou (1987), Philippines (1986), République arabe syrienne (1986), République démocratique allemande (1986), République socialiste soviétique d'Ukraine (1985), République-Unie de Tanzanie (1985), Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (1987), Sénégal (1986), Sri Lanka (1987), Union des Républiques socialistes soviétiques (1985), Venezuela (1987), Yougoslavie (1986).

4. Question de la violation des droits de l'homme dans les territoires arabes occupés, y compris la Palestine

Depuis sa vingt-quatrième session, la Commission est saisie chaque année de la question de la situation des droits de l'homme dans les territoires occupés par Israël à la suite des hostilités de juin 1967. A sa quarantième session, la Commission a adopté, le 20 février 1984, la résolution 1984/1 A, dans laquelle elle a décidé d'inscrire cette question à l'ordre du jour provisoire de sa quarante et unième session en lui attribuant un rang de priorité élevé. Elle a également adopté les résolutions 1984/1 B, 1984/2 et 1984/3, qui intéressent la question.

Conformément aux paragraphes 15 et 16 de la résolution 1984/1 A, la Commission sera saisie :

- a) d'un rapport du Secrétaire général sur les mesures prises pour porter la résolution à l'attention de tous les gouvernements, des organes compétents des Nations Unies, des institutions spécialisées, des organisations intergouvernementales régionales et des organisations internationales humanitaires et pour lui donner la plus large publicité possible (E/CN.4/1985/5);
- b) d'une note du Secrétaire général énumérant tous les rapports des Nations Unies publiés depuis la quarantième session de la Commission qui traitent de la situation de la population des territoires arabes occupés, y compris la Palestine (E/CN.4/1985/6).

En outre, la Commission sera saisie de tout document que le Gouvernement israélien aura pu adresser au Secrétaire général, conformément au paragraphe 13 de la résolution 1984/1 A, sur l'application des paragraphes 6, 9 et 10 de cette résolution.

5. Question des droits de l'homme au Chili

Depuis sa trente et unième session, la Commission des droits de l'homme étudie cette question à titre hautement prioritaire.

Le 1er juin 1983, le Président de la Commission avait nommé M. Rajsoomer Ballah (Maurice) rapporteur spécial pour la question de la situation des droits de l'homme au Chili, sur la base de la résolution 11 (XXXV) de la Commission des droits de l'homme, en date du 6 mars 1979.

A sa quarantième session, le 15 mars 1984, la Commission a adopté sa résolution 1984/63, par laquelle elle a prorogé d'un an le mandat du Rapporteur spécial et a prié celui-ci de faire rapport à l'Assemblée générale, à sa trente-neuvième session, et à la Commission, à sa quarante et unième session, sur la situation des droits de l'homme au Chili. Le 24 mai 1984, par sa décision 1984/140, le Conseil économique et social a entériné la résolution de la Commission. A ce sujet, mention peut aussi être faite de la résolution 1984/29 de la Sous-Commission, adoptée le 30 août 1984.

A sa quarante et unième session, la Commission sera saisie du rapport du Rapporteur spécial à l'Assemblée générale (A/39/675) et d'un rapport supplémentaire du Rapporteur spécial (E/CN.4/1985/7) qui met à jour le document précédent.

6. Violation des droits de l'homme en Afrique australe : rapport du Groupe spécial d'experts

Le Groupe spécial d'experts a été créé par la Commission comme suite à sa résolution 2 (XXIII) du 6 mars 1967. Depuis lors, son mandat a été régulièrement renouvelé par la Commission, la dernière fois par sa résolution 1983/9 du 18 février 1983. Le Conseil économique et social a fait sienne cette résolution, par sa décision 1983/135 du 27 mai 1983. Dans sa résolution 1983/9, la Commission priait le Groupe spécial d'experts de garder à l'étude les politiques et pratiques qui constituaient une violation des droits de l'homme en Afrique du Sud et en Namibie et de lui présenter, à sa quarante et unième session au plus tard, un rapport contenant ses conclusions et, à sa quarantième session, un rapport intérimaire.

A sa quarantième session, la Commission a adopté ses résolutions 1984/4 et 1984/5 concernant le mandat du Groupe de travail.

A sa quarante et unième session, la Commission sera saisie du rapport du Groupe spécial d'experts établi en application de ses résolutions 1983/9, 1983/10, 1984/4 et 1984/5 (E/CN.4/1985/8). Elle sera également saisie d'une étude élaborant la conclusion du Groupe, selon laquelle "les effets criminels de l'apartheid correspondent à une politique très proche du génocide", établie conformément au paragraphe 14 de la résolution 1983/9. On peut aussi appeler l'attention sur la résolution 1984/42 et la décision 1984/129 du Conseil économique et social.

7. Conséquences néfastes, pour la jouissance des droits de l'homme, de l'assistance politique, militaire, économique et autre accordée aux régimes colonialistes et racistes d'Afrique australe

La Commission examine cette question depuis sa trentième session, à l'ordre du jour de laquelle elle a été inscrite à la demande de la Sous-Commission. Cette question est régulièrement examinée par la Sous-Commission et par l'Assemblée générale.

A sa quarantième session, par sa résolution 1984/6 du 28 février 1984, la Commission a remercié le Rapporteur spécial de son rapport contenant la liste et elle s'est félicitée de la décision prise par la Sous-Commission de donner pour instructions au Rapporteur spécial de continuer à mettre à jour cette liste, sous réserve d'un examen annuel de la question; et de communiquer le rapport révisé à la Commission, par l'intermédiaire de la Sous-Commission.

A sa trente-septième session, par sa résolution 1984/4 du 28 août 1984, la Sous-Commission a pris note avec satisfaction du rapport mis à jour présenté par le Rapporteur spécial (E/CN.4/Sub.2/1984/8 et Add.1 et 2) et a invité celui-ci, conformément à la résolution 1984/6 de la Commission des droits de l'homme et à la décision 1984/130 du Conseil économique et social, à continuer de mettre à jour, étant entendu qu'elle sera réexaminée chaque année, la liste des banques, sociétés transnationales et autres organisations et à communiquer le rapport mis à jour à la Commission des droits de l'homme par l'intermédiaire de la Sous-Commission.

A sa quarante et unième session, la Commission sera saisie du rapport mis à jour du Rapporteur spécial (E/CN.4/Sub.2/1984/8 et Add.1 et 2).

La Commission sera également saisie, au titre de ce point de l'ordre du jour, d'un projet de résolution que la Sous-Commission lui recommande d'adopter et dont le texte figure au chapitre I, section A, du rapport de la Sous-Commission (E/CN.4/1985/3, chap. I, section A, projet de résolution I).

8. Question de la jouissance effective, dans tous les pays, des droits économiques, sociaux et culturels proclamés par la Déclaration universelle des droits de l'homme et par le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, et étude des problèmes particuliers que rencontrent les pays en développement dans leurs efforts tendant à la réalisation des droits de l'homme et notamment :

- a) Problèmes relatifs au droit à un niveau de vie suffisant; droit au développement
- b) Effets que l'ordre économique international injuste existant actuellement exerce sur l'économie des pays en développement, et obstacle que cela constitue pour la mise en oeuvre des droits de l'homme et des libertés fondamentales;

- c) La participation populaire sous ses diverses formes en tant que facteur important du développement et de la réalisation intégrale de tous les droits de l'homme

Par sa résolution 2 (XXXI), du 10 février 1975, la Commission a décidé de maintenir en permanence ce point à son ordre du jour en lui attribuant un rang élevé de priorité. Par sa résolution 6 (XXXVI), du 21 février 1980, elle en a élargi le libellé pour y intégrer les points a) et b). A sa trente-neuvième session, la Commission a décidé, comme suite à la résolution 37/55 de l'Assemblée générale, d'intégrer le point c) dans ce libellé.

Par sa décision 1981/149, du 8 mai 1981, le Conseil économique et social a approuvé la décision que la Commission avait prise dans sa résolution 36 (XXXVII), du 11 mars 1981, de constituer un groupe de travail de quinze experts gouvernementaux nommés par le Président de la Commission, compte tenu de la nécessité d'une répartition géographique équitable, qui serait chargé d'étudier la portée et le contenu du droit au développement, ainsi que les moyens les plus efficaces pour assurer la réalisation, dans tous les pays, des droits économiques, sociaux et culturels inscrits dans divers instruments internationaux, en accordant une attention particulière aux obstacles rencontrés par les pays en développement dans leurs efforts pour assurer la jouissance des droits de l'homme.

A sa quarantième session, la Commission était saisie du rapport du Groupe de travail sur ses sixième et septième sessions (E/CN.4/1984/13 et Corr.1 et 2). Par sa résolution 1984/16, du 6 mars 1984, la Commission a pris note avec satisfaction des progrès accomplis jusque là par le Groupe de travail et a décidé de réunir à nouveau le même Groupe de travail avec le même mandat pour lui permettre d'élaborer, sur la base de son rapport et de tous les documents déjà soumis ou à soumettre, un projet de déclaration sur le droit au développement. Elle a aussi demandé au Groupe de travail de lui soumettre, à sa quarante et unième session, un rapport et des propositions concrètes en vue d'un projet de déclaration sur le droit au développement. La Commission a décidé d'examiner cette question, en lui accordant un rang de priorité élevé, à sa quarante et unième session, afin de prendre une décision sur les travaux entrepris au sujet du projet de déclaration soumis par le Groupe de travail et d'examiner s'il y a lieu que le Groupe de travail poursuive ses activités. Le Groupe de travail s'est réuni du 24 septembre au 5 octobre et du 3 au 14 décembre 1984. Son rapport (E/CN.4/1985/11) sera soumis à la Commission à la quarante et unième session.

Dans sa résolution 1983/14, du 22 février 1983, la Commission a considéré que le plein exercice du droit à la participation populaire était un facteur important non seulement du processus du développement mais aussi de la réalisation de tous les droits de l'homme, tant civils et politiques qu'économiques, sociaux et culturels, et elle a recommandé au Conseil économique et social d'adopter un projet de résolution, projet que le Conseil a adopté en tant que résolution 1983/31, du 27 mai 1983.

Dans sa résolution, le Conseil a prié le Secrétaire général d'effectuer une étude analytique complète sur le droit à la participation populaire, sous ses diverses formes, en tant que facteur important de la pleine réalisation de tous les droits de l'homme, et de présenter une étude préliminaire à la Commission des droits de l'homme à sa quarantième session, et l'étude finale à sa quarante et unième session.

A sa trente-huitième session, dans sa résolution 38/24, du 22 novembre 1983, l'Assemblée générale a prié la Commission de continuer d'examiner, à sa quarantième session, la question de la participation populaire, sous ses diverses formes, en tant que facteur important de la réalisation de tous les droits de l'homme.

Elle a en outre prié le Secrétaire général de présenter un rapport à l'Assemblée générale, lors de sa quarantième session, de façon à passer en revue les progrès accomplis dans ce domaine, en tenant compte, notamment, de l'examen de cette question par la Commission des droits de l'homme à ses quarantième et quarante et unième sessions.

Dans sa résolution 1984/15, du 6 mars 1984, la Commission a pris note avec satisfaction du rapport préliminaire du Secrétaire général et l'a prié de tenir compte, lors de l'établissement de l'étude définitive, des vues exprimées au cours du débat que la Commission des droits de l'homme a tenu sur ce point de l'ordre du jour à sa quarantième session. Elle a invité les gouvernements, les organes des Nations Unies et les institutions spécialisées qui ne l'avaient pas encore fait à communiquer leurs observations et opinions au Secrétaire général, comme le Conseil économique l'avait demandé dans sa résolution 1983/31. De plus, la Commission a décidé de poursuivre l'examen de cette question à sa quarante et unième session. Par sa décision 1984/131, du 24 mai 1984, le Conseil économique et social, ayant pris acte de la résolution 1984/15 de la Commission des droits de l'homme, a fait sienne la demande adressée par la Commission au Secrétaire général et la décision de la Commission d'inviter les gouvernements, les organes de l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées qui ne l'avaient pas encore fait, à communiquer leurs observations et opinions au Secrétaire général, comme le Conseil l'avait demandé dans sa résolution 1983/31.

On signalera à ce propos la décision 1983/140, adoptée par le Conseil économique et social le 27 mai 1983, décision par laquelle le Conseil, prenant acte de la résolution 1983/16 de la Commission des droits de l'homme, en date du 22 février 1983, a autorisé la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités à charger M. A. Eide, Rapporteur spécial, d'établir une étude sur le droit à une alimentation suffisante en tant que droit de l'homme. A sa trente-septième session, la Sous-Commission a adopté, le 29 août 1984, sa résolution 1984/15, par laquelle, ayant examiné le rapport d'activité présenté par le Rapporteur spécial, M. Eide, elle a prié celui-ci de continuer à travailler à cette étude en vue de présenter son rapport définitif à la Sous-Commission à sa trente-huitième session.

A sa quarante et unième session, la Commission sera saisie des documents ci-après :

- a) L'étude définitive du Secrétaire général sur le droit à la participation populaire, sous ses diverses formes, en tant que facteur important de la pleine réalisation de tous les droits de l'homme (E/CN.4/1985/10);
- b) Le rapport du Groupe de travail d'experts gouvernementaux sur le droit au développement (E/CN.4/1985/11).

9. Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et son application aux peuples assujettis à une domination coloniale ou étrangère ou à l'occupation étrangère

Par sa résolution 3 (XXXI), du 11 février 1975, la Commission des droits de l'homme avait décidé d'inscrire chaque année à son ordre du jour, en lui attribuant un rang prioritaire, la question intitulée "Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et son application aux peuples assujettis à une domination coloniale et étrangère". Par sa résolution 3 (XXXIV), du 14 février 1978, elle a modifié le titre de ce point en y ajoutant les mots "ou à l'occupation étrangère".

De sa trente-deuxième à sa trente-neuvième session, la Commission a poursuivi l'examen du point.

A sa quarantième session, la Commission a adopté les résolutions suivantes au titre de ce point :

La résolution 1984/10, intitulée "La situation en Afghanistan";

La résolution 1984/11, intitulée "Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et son application aux peuples assujettis à une domination coloniale ou étrangère ou à l'occupation étrangère";

La résolution 1984/12, intitulée "La situation au Kampuchea";

La résolution 1984/13, intitulée "Question du Sahara occidental";

La résolution 1984/14, intitulée "Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et son application aux peuples assujettis à une domination coloniale ou étrangère ou à l'occupation étrangère" concernant la situation en Afrique australe;

La résolution 1984/25, intitulée "Question de la Grenade".

A sa première session ordinaire de 1984, le Conseil économique et social a adopté, le 24 mai, sa décision 1984/148 par laquelle il faisait sienne la résolution 1984/12 relative à la situation au Kampuchea adoptée par la Commission le 29 février 1984.

A sa quarante et unième session, la Commission sera saisie des documents suivants :

- a) Une liste de rapports, d'études et de publications établis par la Division des droits des Palestiniens, comme suite à la demande formulée par la Commission au paragraphe 13 de sa résolution 1984/11 (E/CN.4/1985/12);
- b) Un rapport du Secrétaire général établi conformément au paragraphe 16 de la résolution 1984/14 de la Commission (E/CN.4/1985/13).

10. Question des droits de l'homme de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement, en particulier :

- a) Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants;
- b) Question des disparitions forcées ou involontaires

La Commission étudie cette question chaque année et elle a aussi examiné, au titre de ce point, divers sujets particuliers, dont certains ont été renvoyés à la Sous-Commission.

a) Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

Par sa résolution 32/62, l'Assemblée générale a prié la Commission des droits de l'homme d'élaborer un projet de convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

A la quarantième session de la Commission des droits de l'homme, en 1984, un groupe de travail à composition non limitée a adopté par consensus tous les articles du projet de convention contre la torture, à l'exception de deux.

Par sa résolution 1984/21, du 6 mars 1984, la Commission des droits de l'homme a décidé de transmettre à l'Assemblée générale, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, le rapport du Groupe de travail accompagné des articles du projet de convention. Elle a prié le Secrétaire général de porter ces documents à l'attention des gouvernements de tous les Etats en les invitant à lui communiquer leurs observations et de présenter les observations reçues à l'Assemblée générale à sa trente-neuvième session. Par la même résolution, la Commission a également recommandé que l'Assemblée générale examine le projet de convention à titre prioritaire en vue de l'adoption rapide d'une convention contre la torture ou autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Par sa décision 1984/134, du 24 mai 1984, le Conseil économique et social a décidé de transmettre à l'Assemblée générale les documents susmentionnés.

Par sa résolution 36/151, du 16 décembre 1981, l'Assemblée générale avait créé le Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture, afin de recevoir des contributions volontaires et de les distribuer, par les voies établies en matière d'assistance, sous forme d'aide humanitaire, juridique et financière, aux personnes victimes de la torture et aux membres de leurs familles.

Par sa résolution 1984/22, du 6 mars 1984, la Commission des droits de l'homme a exprimé sa gratitude et ses remerciements aux gouvernements, aux organisations et aux particuliers qui avaient déjà contribué au Fonds et elle a demandé à tous ceux qui étaient en mesure de le faire de répondre favorablement aux demandes de contributions. Elle a prié, en outre, le Secrétaire général de tenir, chaque année, la Commission informée du fonctionnement du Fonds. A sa quarante et unième session, la Commission sera saisie du rapport du Secrétaire général sur le Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture présenté à l'Assemblée générale à sa trente-neuvième session (A/39/662). Le Secrétaire général l'informerait de tout fait nouveau intervenu après la parution du rapport.

b) Question des disparitions forcées ou involontaires

Dans sa résolution 33/173, du 20 décembre 1978, l'Assemblée générale s'était déclarée profondément inquiète de ce que l'on rapportait de diverses régions du monde sur les disparitions forcées ou involontaires de personnes, et elle avait prié la Commission d'examiner cette question en vue de faire des recommandations appropriées. A des sessions ultérieures, l'Assemblée générale a adopté à ce sujet les résolutions 35/193, 36/163, 37/180 et 38/94.

A sa trente-sixième session, par sa résolution 20 (XXXVI), du 29 février 1980, qui a été ultérieurement approuvée par le Conseil économique et social, la Commission a notamment décidé de créer, pour une durée d'un an, un groupe de travail composé de cinq de ses membres, agissant en tant qu'experts nommés à titre personnel, pour examiner des questions concernant les disparitions forcées ou involontaires de personnes. A chaque session de sa trente-septième à sa quarantième, la Commission a décidé de proroger d'un an le mandat du Groupe de travail par ses résolutions 10 (XXXVII) 1982/24, 1983/20 et 1984/23, que le Conseil économique et social a ultérieurement entérinées dans ses décisions 1981/139, 1982/131, 1983/141 et 1984/135.

Par sa résolution 1984/23, la Commission a notamment prié le Groupe de travail de lui présenter toute information appropriée qu'il jugerait nécessaire et toutes suggestions concrètes et recommandations relatives à l'accomplissement de sa mission. En outre, elle a prié à nouveau le Secrétaire général de lancer un appel à tous les gouvernements concernés pour que, en considération des préoccupations purement humanitaires du Groupe de travail, ils apportent à celui-ci leur coopération, et elle a encouragé les gouvernements concernés à examiner avec une attention particulière le souhait que le Groupe peut éventuellement formuler de se rendre dans leur pays, afin de lui permettre de s'acquitter de son mandat avec plus d'efficacité.

La Commission sera saisie du rapport du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires (E/CN.4/1985/15).

Autres questions

Les droits de l'homme en cas d'état de siège ou d'exception

Par sa résolution 1983/18, du 22 février 1983, la Commission a prié la Sous-Commission de lui proposer, pour qu'elle les examine à sa quarantième session, des mesures propres à assurer le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales partout où, dans le monde, existent des situations d'état de siège ou d'exception, en particulier le respect des droits visés au paragraphe 2 de l'article 4 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités a décidé, dans sa résolution 1983/30, d'inscrire à son ordre du jour un point intitulé "Mise en oeuvre du droit de dérogation prévu à l'article 4 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et violation des droits de l'homme" en vue de : a) demander à son groupe de travail sur la détention de dresser et de tenir à jour la liste des pays qui, chaque année, ont proclamé ou abrogé l'état d'exception; b) présenter à la Commission des droits de l'homme un rapport spécial annuel contenant des renseignements dignes de foi sur le respect des règles nationales et internationales garantissant la légalité de la mise en oeuvre de l'état d'exception. Par la même résolution, la Sous-Commission a prié la Commission des droits de l'homme d'examiner à chacune de ses sessions ce rapport spécial. Elle a également renvoyé à son groupe de travail sur la détention un certain nombre de propositions relatives à l'incarcération, au droit à un juste procès, à la peine de mort et à la procédure pénale. Par sa décision 1984/104, du 6 mars 1984, la Commission a décidé d'examiner le rapport susmentionné à titre hautement prioritaire afin de déterminer les nouvelles mesures à prendre sur la question des états de siège ou d'exception.

Dans sa résolution 1984/27, la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités a prié M. Leandro Despouy de rédiger un document indiquant quelle serait la meilleure façon de procéder à l'avenir pour l'établissement de ce rapport annuel, et de présenter ce document à la Sous-Commission et à son Groupe de travail sur la détention à sa trente-huitième session.

Question de la législation d'amnistie

Dans sa résolution 1983/34, la Sous-Commission a prié M. Louis Joinet de faire une étude générale, de caractère technique, sur la législation d'amnistie et sur son rôle dans la protection et la promotion des droits de l'homme, y compris les critères

minima généralement acceptées dans les divers systèmes juridiques. M. Joinet a présenté à la Sous-Commission, à sa trente-septième session, un rapport préliminaire (E/CN.4/Sub.2/1984/15). Par sa résolution 1984/8, la Sous-Commission a prié le Rapporteur spécial de continuer à travailler à cette étude en vue de lui présenter son rapport définitif à sa trente-huitième session.

Recours à la force par les responsables de l'application des lois

Dans sa résolution 1984/10, ayant rappelé sa résolution 1983/24, par laquelle elle avait prié le Secrétaire général de consacrer une étude à la question des politiques et des pratiques des Etats relatives aux restrictions au recours à la force par les responsables de l'application des lois et par le personnel militaire (E/CN.4/Sub.2/1984/14), la Sous-Commission a prié le Secrétaire général de procéder à une nouvelle analyse de la question, qui lui serait présentée à sa trente-huitième session.

Détention non reconnue de personnes

Dans sa résolution 1984/13, ayant rappelé sa résolution 1983/23, par laquelle elle avait prié le Groupe de travail sur la détention d'établir un avant-projet de déclaration condamnant la détention non reconnue de personnes, la Sous-Commission a prié le Groupe d'établir une version révisée du projet de déclaration et de présenter ce projet à la Sous-Commission à sa trente-huitième session, pour qu'il soit soumis à la Commission des droits de l'homme à sa quarante-deuxième session.

11. Action visant à encourager et développer davantage le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, et notamment question du programme et des méthodes de travail de la Commission; autres méthodes et moyens qui s'offrent dans le cadre des organismes des Nations Unies pour mieux assurer la jouissance effective des droits de l'homme et des libertés fondamentales; Institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme

La question de l'action visant à encourager et développer davantage le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales figure à l'ordre du jour de la Commission depuis sa dix-neuvième session, tenue en 1963 (résolution 8 (XIX) de la Commission). La deuxième partie du titre a été ajoutée en application de la résolution 32/130 de l'Assemblée générale, en date du 16 décembre 1977, dans laquelle l'Assemblée a formulé plusieurs concepts dont devra tenir compte l'approche du travail futur sur les questions concernant les droits de l'homme dans le cadre des organismes des Nations Unies.

A la quarantième session de la Commission, un groupe de travail officieux de session, à composition non limitée, a été créé pour poursuivre les travaux sur l'analyse globale. A ce sujet, la Commission a adopté, le 15 mars 1984, sa résolution 1984/59, dans laquelle elle a pris note avec satisfaction de l'étude entreprise par le groupe de travail à composition non limitée et a décidé d'envisager, à sa quarante et unième session, compte tenu des débats de l'Assemblée générale à sa trente-neuvième session, la création d'un groupe de travail à composition non limitée afin de poursuivre l'analyse globale.

En outre, par sa résolution 1984/58, du 15 mars 1984, relative au développement des activités d'information dans le domaine des droits de l'homme, la Commission a prié le Secrétaire général de lui présenter un rapport global à sa quarante et unième session.

Au sujet de la question de l'éventuelle création d'un poste de Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, on se souvient qu'à sa quarantième session, la Commission était saisie de propositions émanant de la Sous-Commission, comme suite à la résolution 1983/49 de la Commission, en date du 10 mars 1983 (voir aussi résolution 1983/36 de la Sous-Commission). Qui plus est, à sa quarantième session, la Commission a décidé de reporter à la quarante et unième session le débat sur le projet de résolution E/CN.4/1984/L.23 et sur les amendements y relatifs (E/CN.4/1984/L.90 et E/CN.4/1984/L.102), ainsi que sur le projet de résolution E/CN.4/1984/L.89 portant sur cette question (décision 1984/112 de la Commission).

En outre, comme elle l'a demandé au paragraphe 6 de sa résolution 1984/58, la Commission sera saisie d'un rapport d'ensemble sur les activités d'information. (E/CN.4/1985/16).

Institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme

Conformément à la résolution 32/123 de l'Assemblée générale et à la résolution 23 (XXXIV) de la Commission, un Séminaire sur les institutions nationales et locales pour la promotion et la protection des droits de l'homme s'est tenu à Genève du 18 au 29 septembre 1978 (ST/HR/SER.A/2).

A la suite de ce séminaire, l'Assemblée générale a adopté plusieurs résolutions (33/46 et 34/49). La Commission a adopté sa résolution 24 (XXXV), par laquelle elle avait décidé d'examiner la question des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme tous les trois ans, en tant que point subsidiaire de son ordre du jour.

Par sa résolution 38/123, du 16 décembre 1983, l'Assemblée générale a pris acte avec satisfaction du rapport du Secrétaire général; elle a invité tous les Etats Membres à prendre des mesures appropriées pour créer des institutions nationales pour la protection et la promotion des droits de l'homme ou pour renforcer celles qui existent déjà; elle a souligné l'importance de l'intégrité et de l'indépendance de ces institutions nationales, conformément à la législation nationale; elle a appelé l'attention sur le rôle constructif que les organisations non gouvernementales nationales peuvent jouer dans les travaux des institutions nationales et a recommandé à tous les Etats Membres de prendre les mesures appropriées pour encourager les échanges de données d'expérience en ce qui concerne la création d'institutions nationales. L'Assemblée générale a aussi prié le Secrétaire général de communiquer son rapport aux gouvernements et de les inviter à présenter des renseignements, commentaires et observations supplémentaires, en vue de développer davantage les divers types d'institutions nationales pour la protection et la promotion des droits de l'homme et compte tenu de ses rapports

précédents (A/36/440 et A/38/416) et des informations supplémentaires qu'il aura reçues, de présenter à l'Assemblée générale, lors de sa trente-neuvième session, un rapport mis à jour contenant des renseignements détaillés sur les divers types d'institutions nationales et locales pour la protection et la promotion des droits de l'homme, compte tenu des systèmes sociaux et juridiques différents ainsi que de la contribution que les institutions nationales et locales pouvaient apporter à l'application des instruments internationaux concernant les droits de l'homme. Par la même résolution, l'Assemblée générale a décidé d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa trente-neuvième session, en tant que question distincte, la question intitulée "Institutions nationales pour la protection et la promotion des droits de l'homme".

A sa trente-neuvième session, l'Assemblée générale a été saisie du rapport établi par le Secrétaire général (A/39/556 et Add.1), conformément à la résolution 38/123 de l'Assemblée générale.

12. Question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, où qu'elle se produise dans le monde, en particulier dans les pays et territoires coloniaux et dépendants, et notamment :

- a) Question des droits de l'homme à Chypre;
- b) Etude des situations qui semblent révéler l'existence d'un ensemble de violations flagrantes et systématiques des droits de l'homme, conformément à la résolution 8 (XXIII) de la Commission et aux résolutions 1235 (XLII) et 1503 (XLVIII) du Conseil économique et social : rapport du Groupe de travail créé par la Commission à sa quarantième session

Dans sa résolution 1164 (XLI), du 5 août 1966, le Conseil économique et social a approuvé la décision prise par la Commission dans sa résolution 2 B (XXII), du 25 mars 1966, d'examiner, à sa vingt-troisième session, la question de ses tâches et de ses fonctions, ainsi que celle du rôle qu'il lui appartenait de jouer en ce qui concernait les violations des droits de l'homme. Dans sa résolution 2144 A (XXI), du 26 octobre 1966, l'Assemblée générale a invité le Conseil économique et social et la Commission des droits de l'homme à examiner d'urgence les mesures à prendre afin de renforcer les moyens dont l'Organisation des Nations Unies disposait pour mettre fin aux violations des droits de l'homme partout où celles-ci se produisaient. En application de ces résolutions de l'Assemblée et du Conseil, la Commission a adopté le 26 mars 1967, à sa vingt-troisième session, la résolution 8 (XXIII), dans laquelle, entre autres dispositions, elle a décidé d'examiner chaque année un point de l'ordre du jour consacré à la question des violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Le titre de ce point a été modifié ultérieurement par la Commission. Par la suite, le Conseil économique et social a adopté les résolutions 1235 (XLII), et 1503 (XLVIII), relatives à la question des violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Dans sa résolution 32/130, l'Assemblée générale a décidé qu'en ce qui concernait l'approche des questions des droits de l'homme dans le cadre des organismes des Nations Unies, la communauté internationale devrait accorder ou continuer d'accorder une priorité à la recherche de solutions aux violations massives et flagrantes des droits de l'homme des peuples et des personnes affectés par des situations énumérées dans la résolution en question.

L'Assemblée a rappelé ce point de vue dans des résolutions ultérieures, notamment la résolution 37/199. Dans sa résolution 34/175, intitulée "Mesures efficaces contre les violations massives et flagrantes des droits de l'homme", l'Assemblée générale a prié instamment les organes compétents de l'Organisation des Nations Unies, notamment la Commission des droits de l'homme, de prendre en temps opportun, dans le cadre de leur mandat, des mesures efficaces pour faire face aux cas présents et futurs de violations massives et flagrantes des droits de l'homme. Dans sa résolution 37/200, l'Assemblée générale a prié instamment tous les Etats de coopérer avec la Commission des droits de l'homme à l'étude de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans n'importe quelle région du monde; elle a également prié la Commission des droits de l'homme de poursuivre, à sa trente-neuvième session, ses efforts en vue d'améliorer l'aptitude du système des Nations Unies à prendre des mesures urgentes dans les cas de violation grave des droits de l'homme.

Conformément à ses propres résolutions ainsi que, dans certains cas, aux résolutions adoptées par l'Assemblée générale et par le Conseil économique et social, la Commission sera saisie, au titre de ce point de l'ordre du jour, des rapports suivants :

- a) Un rapport du Rapporteur spécial de la Commission sur la situation des droits de l'homme en Afghanistan (E/CN.4/1985/21) (résolutions 1984/55 de la Commission et 1984/37 du Conseil économique et social).
- b) Un rapport du représentant spécial de la Commission sur la situation des droits de l'homme en El Salvador (E/CN.4/1985/18) (résolution 1984/52 de la Commission).
- c) Un rapport du Rapporteur spécial de la Commission sur la situation des droits de l'homme au Guatemala (E/CN.4/1985/19) (résolution 1984/53 de la Commission).
- d) Un rapport du représentant spécial de la Commission sur la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran (E/CN.4/1985/20) (résolution 1984/54 de la Commission).
- e) Un rapport du Rapporteur spécial de la Commission sur les exécutions sommaires ou arbitraires (E/CN.4/1985/17) (résolutions 1984/50 de la Commission et 1984/35 du Conseil économique et social).

L'attention de la Commission est appelée sur les résolutions suivantes de la Sous-Commission; qui intéressent l'examen de ce point de l'ordre du jour : résolution 1984/23, relative au Guatemala; résolution 1984/26, relative à El Salvador; résolution 1984/14, relative à la République islamique d'Iran et résolution 1984/6, relative à l'Afghanistan.

On sait que la Commission examine la question des droits de l'homme et des exodes massifs depuis sa trente-septième session. Les résolutions consacrées à cette question sont les suivantes : résolutions 29 (XXXVII) (par laquelle le Rapporteur spécial a été nommé), 1982/32, 1983/35 et 1984/49. Dans cette dernière résolution, la Commission a également décidé de maintenir à l'étude, à sa quarante et unième session, le problème des droits de l'homme et des exodes massifs.

De plus, à sa quarantième session, la Commission a décidé de ne pas se prononcer avant sa quarante et unième session sur le projet de résolution E/CN.4/L.66/Rev.1 consacré à la situation des droits de l'homme en Pologne (décision 1984/110 de la Commission).

a) Question des droits de l'homme à Chypre

En ce qui concerne la question des droits de l'homme à Chypre, on rappellera que la Commission a examiné cette question pour la première fois à sa trente-deuxième session (1976), au cours de laquelle elle a adopté la résolution 4 (XXXII), en date du 27 février 1976. Depuis lors, elle a maintenu cette question à son ordre du jour, en priant le Secrétaire général de lui soumettre chaque année un rapport sur l'application des résolutions antérieures. A sa quarantième session, elle a de nouveau décidé de reporter le débat (décision 1984/117 du 14 mars 1984). A sa quarante et unième session, elle sera saisie du rapport du Secrétaire général (E/CN.4/1985/22).

b) Etude des situations qui semblent révéler l'existence d'un ensemble de violations flagrantes et systématiques des droits de l'homme, conformément à la résolution 8 (XXIII) de la Commission et aux résolutions 1235 (XLII) et 1503 (XLVIII) du Conseil économique et social : rapport du Groupe de travail créé par la Commission à sa quarantième session

La résolution 8 (XXIII) de la Commission (16 mars 1967) et la résolution 1235 (XLII) du Conseil économique et social (6 juin 1967) sont à l'origine de l'inscription à l'ordre du jour de la question qui fait l'objet de cet alinéa. Dans sa résolution 8 (XXIII), la Commission a prié le Conseil de l'autoriser : a) à examiner, avec l'aide de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, les renseignements concernant les violations flagrantes des droits de l'homme et des libertés fondamentales contenus dans les communications mentionnées sur la liste confidentielle dressée par le Secrétaire général en application de la résolution 728 F (XXVIII); et b) à entreprendre une étude approfondie, d'après les renseignements qui lui auraient été communiqués, sur les situations qui révélaient des violations constantes et systématiques des droits de l'homme. Dans sa résolution 1235 (XLII), le Conseil économique et social a accordé à la Commission l'autorisation demandée.

Dans sa résolution 1503 (XLVIII), du 27 mai 1970, intitulée "Procédures à adopter pour l'examen des communications relatives aux violations des droits de l'homme et de libertés fondamentales", le Conseil a adopté de nouvelles règles touchant la procédure à suivre pour le traitement des communications. Cette résolution prévoit une procédure de sélection des documents pertinents en deux étapes (appliquée par le Groupe de travail des communications de la Sous-Commission et par la Sous-Commission elle-même) avant qu'une situation donnée ne soit renvoyée à la Commission pour examen. Les critères provisoires relatifs à la recevabilité des communications sont énoncés dans la résolution 1 (XXIV) de la Sous-Commission, en date du 13 août 1971. La Commission des droits de l'homme est ensuite appelée à définir si une situation donnée qui lui a ainsi été renvoyée par la Sous-Commission exige une étude approfondie ou, avec l'accord du gouvernement en question, une enquête effectuée par un comité spécial. Le Groupe de travail de la Sous-Commission chargé d'examiner les communications s'est réuni pour la première fois en 1972. La Commission a été saisie pour la première fois lors de sa trentième session, en 1974, de situations particulières renvoyées par la Sous-Commission conformément à la résolution 1503 (XLVIII) du Conseil.

Depuis lors, 37 situations ont été renvoyées à la Commission en vertu de cette procédure. Dans l'exercice de son mandat, la Commission a, à maintes occasions, établi des contacts directs, entre ses sessions, avec les gouvernements concernés, par l'entremise d'un représentant de la Commission ou par celle du Secrétaire général. Conformément au paragraphe 8 de la résolution 1503 (XLVIII) du Conseil, toutes les mesures envisagées en application de la résolution restent confidentielles jusqu'au moment où la Commission décide éventuellement de faire des recommandations au Conseil. Depuis la trente-quatrième session de la Commission en 1978, le nom des pays dans lesquels la Commission a examiné une situation particulière, à l'une quelconque de ses sessions, en vertu de la procédure établie dans la résolution 1503 (XLVIII) du Conseil économique et social, est rendu public.

A sa trentième session, en 1974, la Commission a décidé, sous réserve de l'approbation du Conseil économique et social, de constituer un groupe de travail composé de cinq de ses membres, compte dûment tenu des considérations de répartition géographique, pour examiner les situations particulières renvoyées à la Commission en application de la résolution 1503 (XLVIII) du Conseil (décision 3 de la Commission, en date du 6 mars 1974). Le Groupe de travail s'est réuni avant la trente et unième session de la Commission, en 1975, et a présenté à la Commission ses recommandations confidentielles. Depuis, un groupe de travail analogue a été constitué tous les ans avec l'accord du Conseil afin d'examiner les situations particulières renvoyées chaque année à la Commission ainsi que les situations dont la Commission est saisie par report d'une session antérieure.

A sa trentième session, la Commission a également décidé que les gouvernements intéressés devraient dorénavant être invités à présenter des observations écrites sur les situations particulières renvoyées à la Commission (décision 3 de la Commission, en date du 6 mars 1974).

A sa trente-quatrième session, en 1978, la Commission a décidé d'adresser aux Etats directement intéressés, dans le courant de la première semaine de chaque session, des invitations à envoyer des représentants pour prendre la parole devant la Commission et répondre à toutes questions que pourraient leur poser ses membres (décision 5 (XXXIV) de la Commission).

A sa trente-cinquième session, en 1979, la Commission a décidé d'autoriser désormais les groupes de travail qui seraient créés par elle pour l'assister dans l'examen des documents qui lui seraient présentés en vertu de la résolution 1503 (XLVIII) du Conseil, à communiquer aussitôt que possible aux gouvernements directement intéressés le texte des recommandations pertinentes, afin de faciliter la participation de ces gouvernements à l'examen de la situation les concernant, comme il était prévu dans la décision 5 (XXXIV) de la Commission (décision 14 (XXXV) de la Commission).

A sa trente-sixième session, en 1980, la Commission a décidé que les Etats invités à participer aux séances privées de la Commission au titre de la résolution 1503 (XLVIII) du Conseil auraient le droit d'assister et de participer à la discussion pendant tout le débat consacré à la situation qui les concernait, ainsi que d'être présents lors de l'adoption de la décision finalement adoptée au sujet de ladite situation (décision 9 (XXXVI) de la Commission).

A sa quarantième session, en 1985, la Commission a décidé, comme les années précédentes, de constituer un groupe de travail, qui se réunirait pendant une semaine avant sa quarante et unième session pour examiner les situations particulières qui pourraient être renvoyées à la Commission par la Sous-Commission, à sa trente-septième session, en vertu de la résolution 1503 (XLVIII) du Conseil, ainsi que les situations dont la Commission restait saisie (décision 1984/114 de la Commission, en date du 6 mars 1984). Dans sa décision 1984/145, du 27 mai 1984, le Conseil économique et social a approuvé la constitution du Groupe de travail, qui doit se réunir du 28 janvier au 1er février 1985.

A sa quarante et unième session, la Commission sera saisie du rapport du Groupe de travail chargé d'examiner les situations particulières (E/CN.4/1985/R.4), ainsi que d'autres documents confidentiels se rapportant à ce point, y compris le rapport confidentiel de la Sous-Commission sur sa trente-septième session (E/CN.4/1985/R.1 et additifs), les observations reçues des gouvernements (E/CN.4/1985/R.2 et additifs), ainsi que les autres réponses pertinentes des gouvernements reçues en application de la résolution 728 F (XXVIII) du Conseil (publiées dans la série E/CN.4/GR...). La Commission sera en outre saisie d'un rapport confidentiel relatif à l'application d'une décision adoptée à sa dernière session en vertu de la résolution 1503 (XLVIII) du Conseil (E/CN.4/1985/R.3). Ces documents confidentiels seront remis en mains propres aux membres de la Commission.

Le chapitre VII du rapport de la Sous-Commission sur les travaux de sa trente-septième session (E/CN.4/1985/3) intéresse également cet alinéa du point 12.

13. Question d'une convention relative aux droits de l'enfant

A sa trente-quatrième session, la Commission a décidé d'inscrire à son ordre du jour la question d'une convention relative aux droits de l'enfant. Par sa résolution 1978/18, du 5 mai 1978, le Conseil économique et social a pris acte avec satisfaction de l'initiative prise par la Commission des droits de l'homme en vue de la conclusion d'une convention relative aux droits de l'enfant et de son adoption par l'Assemblée générale. Depuis, la question d'une convention relative aux droits de l'enfant a été examinée à chaque session de l'Assemblée générale (résolution 33/166 du 20 décembre 1978, 34/4 du 18 octobre 1979, 35/131 du 11 décembre 1980, 36/57 du 25 novembre 1981, 37/190 du 18 décembre 1982 et 38/114, du 16 décembre 1983) et à chaque session de la Commission (résolutions 20 (XXXIV) du 8 mars 1978, 19 A (XXXV) du 14 mars 1979, 36 (XXXVI) du 12 mars 1980, 26 (XXXVII) du 10 mars 1981, 1982/39 du 11 mars 1982, 1983/52 du 10 mars 1983 et 1984/24 du 8 mars 1984).

A partir de 1979, avec l'autorisation du Conseil économique et social, un groupe de travail officieux de la Commission, à composition non limitée, s'est réuni pour faciliter l'achèvement des travaux sur le projet de convention. A ce jour, le préambule et treize articles du dispositif du projet de convention relative aux droits de l'enfant ont été adoptés par le Groupe de travail. On en trouvera le texte à l'annexe I du rapport du Groupe de travail (E/CN.4/1984/71).

A sa quarantième session, par la résolution 1984/24, la Commission a décidé de poursuivre, à titre hautement prioritaire, ses travaux concernant le projet de convention relative aux droits de l'enfant. Par la résolution 1984/25, du 24 mai 1984, le Conseil économique et social a autorisé la mise en place d'un groupe de travail officieux à composition non limitée, devant siéger une semaine, avant la quarante et unième session de la Commission, pour faciliter et accélérer l'achèvement du projet de convention. Le Groupe de travail officieux à composition non limitée se réunira du 30 janvier au 3 février 1985.

A sa quarante et unième session, la Commission sera saisie des documents suivants :

- a) Rapport du Groupe de travail sur le projet de convention relative aux droits de l'enfant, présenté à la Commission des droits de l'homme à sa quarantième session (P/CN.4/1984/71).
- b) Texte du projet de convention présenté par la Pologne le 5 octobre 1979 (E/CN.4/1349).

14. Mesures destinées à améliorer la situation et à faire respecter les droits de l'homme et la dignité de tous les travailleurs migrants

A plusieurs de ses sessions, la Commission s'est occupée de différents aspects des droits de l'homme des travailleurs migrants.

Par sa résolution 34/172, du 17 décembre 1979, l'Assemblée générale a décidé de créer, à sa trente-cinquième session, un groupe de travail ouvert à tous les Etats Membres afin d'élaborer une convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et de leurs familles. C'est ainsi qu'à sa trente-cinquième session, l'Assemblée générale a constitué un groupe de travail à composition non limitée chargé de cette tâche, dont le mandat a été reconduit régulièrement depuis lors. Ce groupe de travail a également tenu des réunions entre les sessions, chaque printemps, de 1981 à 1984.

Il est rendu compte des travaux accomplis à ce jour par le Groupe de travail dans les rapports suivants : A/C.3/35/13; A/C.3/36/10; A/C.3/37/1; A/C.3/37/7 et Corr.1 et 2; A/C.3/38/1; A/C.3/38/5; A/C.3/39/1 et A/C.3/39/4.

A sa quarantième session, la Commission des droits de l'homme a adopté, le 15 mars 1984, sa résolution 1984/61, par laquelle elle a prié le Secrétaire général de l'informer, à sa quarante et unième session, des nouveaux progrès enregistrés dans sa tâche par le Groupe de travail susmentionné de l'Assemblée générale.

La résolution 1984/41 du Conseil économique et social, en date du 24 mai 1984, intéresse également cette question.

A sa quarante et unième session, la Commission des droits de l'homme disposera des rapports établis pour 1984 par le Groupe de travail de l'Assemblée générale (A/C.3/39/1 et A/C.3/39/4).

15. Le rôle de la jeunesse dans la promotion et la protection des droits de l'homme, y compris la question de l'objection de conscience au service militaire

La Commission des droits de l'homme étudie cette question depuis sa vingt-cinquième session.

Rappelons que, par sa décision 1983/108 (alinéa c)), la Commission a décidé "d'examiner tous les deux ans, à partir de sa quarante et unième session, en 1985, le point de l'ordre du jour intitulé 'Rôle de la jeunesse dans la promotion et la protection des droits de l'homme, y compris la question de l'objection de conscience au service militaire', à la lumière des travaux de la Sous-Commission".

Dans sa résolution 1983/46, la Commission a invité tous les Etats, toutes les organisations intergouvernementales et non gouvernementales et les organes intéressés de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que les institutions spécialisées, à accorder une attention permanente à la jouissance et à l'exercice de leurs droits de l'homme par les jeunes, notamment le droit à l'éducation et à la formation professionnelle et le droit au travail, de manière à réaliser le plein emploi et à résoudre le problème du chômage des jeunes et elle a confirmé son intention d'examiner à sa quarante et unième session, à titre prioritaire, la question de l'exercice par les jeunes de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales, notamment le droit à l'éducation et le droit au travail.

La Commission étudie la question de l'objection de conscience au service militaire depuis sa trente-deuxième session. Un rapport a été établi par le Secrétaire général comme suite à la résolution 11 B (XXVII) (E/CN.4/1118 et Corr.1 et Add.1 à 3) et à la résolution 38 (XXXVI) (E/CN.4/1419 et Add.1 à 5, E/CN.4/1509).

A sa trente-septième session, en 1981, par sa résolution 40 (XXXVII), la Commission a prié la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités d'examiner la question de l'objection de conscience au service militaire en général. C'est ainsi que, par sa résolution 14 (XXXIV), adoptée à sa trente-quatrième session en 1981, la Sous-Commission a chargé deux de ses membres, M. Mubanga-Chipoya et M. Eide, d'analyser les diverses dimensions de l'objection de conscience au service militaire et leur interdépendance avec la promotion et la protection des droits de l'homme. A sa trente-sixième session, en 1983, la Sous-Commission a adopté la résolution 1983/22 par laquelle elle a décidé de transmettre à la Commission le rapport final établi par M. Eide et M. Mubanga-Chipoya (E/CN.4/Sub.2/1983/30) et prié la Commission d'étudier les recommandations formulées aux paragraphes 154 à 168 de ce rapport et de présenter des recommandations appropriées au Conseil économique et social.

Par sa résolution 1984/27 du 24 mai 1984, le Conseil économique et social a fait sienne la recommandation contenue dans la résolution 1984/33 de la Commission tendant à ce que le rapport de MM. Eide et Mubanga-Chipoya soit imprimé et fasse l'objet de la plus large diffusion possible et soit transmis, pour commentaires et observations, aux gouvernements ainsi qu'aux organismes et institutions spécialisées des Nations Unies et autres organisations intergouvernementales et non gouvernementales intéressés. Le Conseil a également prié le Secrétaire général de faire rapport à la Commission des droits de l'homme à sa quarante et unième session sur ces commentaires et observations, ainsi que sur tout autre fait nouveau important concernant les droits de l'homme des objecteurs de conscience.

Le Conseil économique et social a, en outre, prié la Commission d'examiner le rapport sur l'objection de conscience au service militaire, y compris les recommandations figurant dans ce rapport, et le rapport dans lequel le Secrétaire général rendrait compte des commentaires et observations, au titre du point de l'ordre du jour intitulé "Le rôle de la jeunesse en ce qui concerne la promotion et la protection des droits de l'homme, y compris la question de l'objection de conscience au service militaire".

A sa quarante et unième session, la Commission sera saisie du rapport sur l'objection de conscience au service militaire (E/CN.4/Sub.2/1983/30), du rapport établi par le Secrétaire général comme suite à la résolution 1984/27 du Conseil économique et social (E/CN.4/1985/25) ainsi que de tous renseignements supplémentaires qui seraient reçus conformément aux résolutions 1982/36 et 1983/46 de la Commission.

16. Application de la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid

La Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid a été adoptée par l'Assemblée générale et ouverte à la signature et à la ratification le 30 novembre 1973 (résolution 3068 (XXVIII)). Elle est entrée en vigueur le 18 juillet 1976. Au 1er décembre 1983, 79 Etats étaient parties à la Convention. Par sa résolution 12 (XXXVI), du 26 février 1980, la Commission a décidé de maintenir la question en permanence à son ordre du jour.

A sa quarantième session, la Commission a adopté la résolution 1984/7, du 28 février 1984, par laquelle elle a pris note avec satisfaction du rapport du Groupe de trois de ses membres, désigné conformément à l'article IX de la Convention (E/CN.4/1984/48) et, en particulier, des conclusions et recommandations qui y figurent; en outre, elle a décidé que le Groupe des Trois tiendrait, avant sa quarante et unième session, une réunion d'une durée n'excédant pas cinq jours, pour examiner les rapports soumis par les Etats parties en application de l'article VII de la Convention; enfin, elle a prié le Groupe des Trois de continuer à examiner l'importance et la nature du rôle joué par les sociétés transnationales dans le maintien du système d'apartheid en Afrique du Sud, y compris les actions en justice qui pourraient être entreprises, en vertu de la Convention, contre les sociétés transnationales dont les activités en Afrique du Sud relèvent du crime d'apartheid, et de faire rapport à la Commission à sa quarante et unième session.

Le Groupe, composé des représentants du Mexique, de la République socialiste soviétique d'Ukraine et du Sénégal, désignés par le Président de la Commission à sa quarantième session, doit se réunir à Genève du 28 janvier au 1er février 1985. La Commission sera saisie de son rapport à sa quarante et unième session.

A sa quarantième session, par sa résolution 1984/4, du 28 février 1984, la Commission a prié le Groupe spécial d'experts sur l'Afrique australe de continuer à ouvrir des dossiers contre toute personne soupçonnée de s'être rendue coupable en Namibie du crime d'apartheid ou d'une autre violation grave des droits de l'homme, et de porter ses recommandations sur le contenu de ces dossiers à son attention, à sa quarante et unième session. Le Groupe spécial d'experts a rendu compte à la Commission, à sa quarantième session, de l'état d'avancement de ses travaux (E/CN.4/1984/8). Il est prévu qu'il lui présentera d'autres renseignements à ce sujet à sa quarante et unième session.

Par sa résolution 1984/5, du 28 février 1984, la Commission a prié le Secrétaire général de renouveler l'invitation qu'il avait adressée à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies afin qu'ils fassent connaître leur avis et leurs observations concernant l'étude provisoire sur le tribunal pénal international (E/CN.4/1426), pour permettre au Groupe spécial d'experts d'en poursuivre l'étude et de faire rapport à la Commission à sa quarante et unième session.

A sa quarante et unième session, la Commission sera saisie :

a) d'une note du Secrétaire général relative à l'application de la Convention et aux rapports présentés par les Etats parties conformément aux dispositions de l'article VII (E/CN.4/1985/26);

b) des rapports reçus des Etats parties à la Convention conformément aux dispositions de l'article VII de celle-ci (E/CN.4/1984/36/Add.9 et 10 et E/CN.4/1985/26/Add.1 à 4, accompagnés éventuellement d'autres additifs);

c) du rapport du Groupe des Trois (E/CN.4/1985/27).

17. a) Etude, menée en collaboration avec la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, des moyens de faire appliquer les résolutions de l'Organisation des Nations Unies relatives à l'apartheid, au racisme et à la discrimination raciale

b) Mise en oeuvre du Programme d'action pour la deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale

a) Etude, menée en collaboration avec la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, des moyens de faire appliquer les résolutions de l'Organisation des Nations Unies relatives à l'apartheid, au racisme et à la discrimination raciale

La résolution 34/24 (15 novembre 1979) de l'Assemblée générale, par laquelle celle-ci a adopté un programme quadriennal d'activités conçu pour accélérer les progrès dans la mise en oeuvre du Programme de la première Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, est à l'origine de l'inscription du point a). Le paragraphe 19 du Programme d'activités à entreprendre au cours de la seconde moitié de la première Décennie prévoyait que

"Conformément à la résolution 3377 (XXX) de l'Assemblée générale, en date du 10 novembre 1975, la Commission des droits de l'homme, en collaboration avec la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, doit entreprendre une étude sur les moyens de faire assurer l'application des résolutions de l'Organisation des Nations Unies sur l'apartheid, le racisme et la discrimination raciale, et présenter ses conclusions, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, à l'Assemblée générale lors de sa trente-septième session."

Par sa résolution 14 D (XXXVI), du 26 février 1980, la Commission a prié la Sous-Commission d'établir cette étude et de la lui soumettre, à sa trente-huitième session, avec ses propres conclusions.

Par sa résolution 4 D (XXXIII), du 5 septembre 1980, la Sous-Commission a décidé d'examiner, à sa trente-quatrième session, la question de la préparation de cette étude.

Le Secrétaire général a présenté à la Sous-Commission, à sa trente-quatrième session, une note (E/CN.4/Sub.2/468) où sont énumérés des documents dont la Sous-Commission pourrait vouloir tenir compte lorsqu'elle examinerait la question de l'élaboration de l'étude.

Par sa résolution 1983/10, adoptée le 5 septembre 1983, la Sous-Commission a recommandé que M. Asbjørn Eide soit chargé d'établir une étude sur les résultats obtenus et sur les obstacles rencontrés pendant la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, en insistant tout particulièrement sur les progrès faits éventuellement dans ce domaine entre la première et la deuxième Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, et compte tenu des résolutions que l'Assemblée générale pourrait adopter au vu du rapport de la deuxième Conférence mondiale ainsi que de la première phase de l'application du Programme d'action pour la deuxième Décennie. La Commission des droits de l'homme a fait sienne la proposition de la Sous-Commission dans sa résolution 1984/8 du 28 février 1984.

Ultérieurement, le Conseil économique et social, dans sa résolution 1984/24, a autorisé l'établissement de cette étude et a demandé à M. Eide de la présenter à la Sous-Commission à sa trente-huitième session.

A sa trente-septième session, la Sous-Commission a examiné une question intitulée "Mesures à prendre pour lutter contre le racisme et la discrimination raciale et rôle de la Sous-Commission", puis a adopté la résolution 1984/5, qui est portée à l'attention de la Commission.

b) Mise en oeuvre du Programme d'action pour la deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale

Par sa résolution 1984/8, du 28 février 1984, la Commission a décidé de considérer l'application du Programme d'action pour la deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale comme une question hautement prioritaire lors de sa quarante et unième session. Il convient de rappeler à ce sujet que, dans sa résolution 38/14 du 22 novembre 1983, l'Assemblée générale a proclamé la période de dix années commençant le 10 décembre 1983 deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale. L'Assemblée a approuvé le Programme d'action pour la deuxième Décennie, qui était joint en annexe à cette résolution, et a demandé à tous les Etats de collaborer à son application. En outre, l'Assemblée générale a prié le Conseil économique et social de se charger, avec le concours du Secrétaire général, de la coordination de l'application du Programme d'action et de l'évaluation des activités entreprises pendant la deuxième Décennie. L'Assemblée a également prié le Secrétaire général de lui présenter à sa trente-neuvième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, en tenant compte du Programme pour la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (résolution 3057 (XXVIII) de l'Assemblée générale, annexe), un plan d'activité pour la période 1985-1989 en vue d'appliquer le Programme d'action et d'atteindre les objectifs de la deuxième Décennie.

A sa première session ordinaire de 1984, le Conseil économique et social a été saisi d'un projet de plan d'activités pour la période 1985-1989 (A/39/167 et Add.1 - E/1984/33 et Add.1), présenté par le Secrétaire général conformément à la résolution 38/14 de l'Assemblée générale. Au paragraphe 3 de sa résolution 1984/43 du 24 mai 1984, le Conseil économique et social a prié le Secrétaire général de soumettre à l'Assemblée générale, lors de sa trente-neuvième session, un plan d'activités révisé.

Le Secrétaire général a donc présenté un autre rapport à l'Assemblée générale à sa trente-neuvième session (A/39/167/Add.2).

A sa quarante et unième session, la Commission sera saisie des rapports annuels sur la discrimination raciale présentés par l'Organisation internationale du Travail (E/CN.4/1985/28) et par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (E/CN.4/1985/29) en application de la résolution 1588 (L) du Conseil économique et social et de la résolution 2785 (XXVI) de l'Assemblée générale.

18. Etat des pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme :
Elaboration d'un deuxième protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui viserait à abolir la peine de mort

Par sa résolution 1984/18, du 6 mars 1984, la Commission des droits de l'homme a prié le Secrétaire général de lui présenter à sa quarante et unième session, un rapport sur l'état du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, et de faire figurer dans ce rapport des renseignements concernant les travaux du Conseil économique et social et de son Groupe de travail de session d'experts gouvernementaux chargé d'étudier l'application du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

A sa quarante et unième session, la Commission sera saisie d'un document d'information sur l'état des pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, où figureront des renseignements concernant les travaux du Conseil économique et social et de son Groupe de travail de session d'experts gouvernementaux.

Elaboration d'un deuxième protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui viserait à abolir la peine de mort

Par sa résolution 1984/19, du 6 mars 1984, la Commission des droits de l'homme a décidé de transmettre à la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités le projet d'un deuxième protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui viserait à abolir la peine de mort, et a invité la Sous-Commission à examiner l'idée d'élaborer un projet de deuxième protocole facultatif à sa prochaine session et à faire connaître à la Commission, lors de sa quarante et unième session, ses vues à ce sujet.

Par sa résolution 1984/7, du 28 août 1984, la Sous-Commission a prié la Commission de l'autoriser à confier à M. M. Bossuyt le soin de préparer une analyse concernant la proposition d'élaborer un deuxième protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine capitale.

La Commission est saisie à ce titre d'un projet de résolution que la Sous-Commission lui recommande d'adopter. Le texte du projet de résolution est reproduit au chapitre I, section A, du rapport de la Sous-Commission (E/CN.4/1985/3, chap. I, sect. A, projet de résolution II).

19. Rapport de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités sur les travaux de sa trente-septième session

Cette question est examinée chaque année par la Commission des droits de l'homme. Le rapport de la Sous-Commission sur les travaux de sa trente-septième session, établi conformément à la résolution 17 (XXXVII) de la Commission des droits de l'homme en date du 10 mars 1981, a été publié sous la cote E/CN.4/1985/3 - E/CN.4/Sub.2/1984/43.

A sa trente-septième session, la Sous-Commission a adopté 37 résolutions et 6 décisions, dont le texte est reproduit dans le rapport.

Projets de résolution et de décision que la Sous-Commission recommande d'adopter

La section A du chapitre I du rapport contient les projets de résolution que la Sous-Commission recommande à la Commission d'adopter. Certains sont communiqués à la Commission au titre des points de l'ordre du jour auxquels ils se rapportent; d'autres doivent être examinés au titre du présent point 19. Suit la liste des projets pertinents :

<u>Projet de résolution N°</u>	<u>Titre du projet</u>	<u>Point pertinent de l'ordre du jour</u>
I.	Les conséquences néfastes, pour la jouissance des droits de l'homme, de l'assistance politique, militaire, économique et autre accordée au régime raciste et colonialiste d'Afrique du Sud	7
II.	L'administration de la justice et les droits de l'homme des détenus : Elaboration d'un deuxième protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine capitale	18
III.	Les droits de l'homme et les progrès de la science et de la technique : Prévention et répression des expériences illégales sur l'homme	présent point
IV.	Les droits de l'homme et les progrès de la science et de la technique	présent point
V.	L'administration de la justice et les droits de l'homme des détenus	présent point
VI.	Esclavage et pratiques esclavagistes : Mission en Mauritanie	présent point
VII.	Esclavage et pratiques esclavagistes	présent point
VIII.	Etude du problème de la discrimination à l'encontre des populations autochtones	présent point

Résolutions qui se rapportent à des questions appelant une décision de la Commission ou portées à son attention

La section B du chapitre I se rapporte à des questions appelant une décision - qui peut être prise dans un texte formel distinct ou être incorporée à des résolutions pertinentes - ou à des questions portées à l'attention de la Commission.

Documentation

A sa quarante et unième session, la Commission sera saisie :

a) du rapport de la Sous-Commission (E/CN.4/1985/3 - E/CN.4/Sub.2/1984/43); il a été question plus haut, au titre du point 12, de la partie confidentielle de ce rapport;

b) de l'Etude de la question de la discrimination à l'égard des populations autochtones, établie conformément à la résolution 1984/35 A de la Sous-Commission (E/CN.4/Sub.2/476 et Add. 1 à 6, E/CN.4/Sub.2/1982/2 et Add.1 à 7 et E/CN.4/Sub.2/1983/21 et Add.1 à 8);

c) du rapport de la mission en Mauritanie, établi par M. Marc Bossuyt (E/CN.4/Sub.2/1984/23) en application de la résolution 1984/28 de la Sous-Commission.

20. Droits des personnes appartenant à des minorités nationales, ethniques, religieuses et linguistiques

Dans sa résolution 14 A (XXXIV) du 6 mars 1978, la Commission, ayant pris note de la résolution 5 (XXX) de la Sous-Commission, qui lui recommandait d'envisager l'élaboration d'une déclaration sur les droits des membres des minorités dans le cadre des principes énoncés à l'article 27 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, a créé un groupe de travail officieux, ouvert à tous ses membres, pour examiner les questions relatives à l'élaboration d'une déclaration sur ce sujet, en se fondant sur un texte qui avait été présenté par la Yougoslavie (E/CN.4/L.1367/Rev.1) et qui devait servir de point de départ à un échange de vues.

La Commission a poursuivi l'examen de cette question à chacune de ses sessions ultérieures (résolutions 21 (XXXV), 37 (XXXVI), 21 (XXXVII), 1982/38, 1983/53 et 1984/62). Lors de ces sessions, un groupe de travail officieux, ouvert à tous les membres, a été créé par elle pour examiner cette question.

La Sous-Commission a elle aussi examiné la question, conformément aux résolutions 21 (XXXV), 37 (XXXVI) et 1984/62 de la Commission, à ses trente-deuxième, trente-troisième et trente-septième sessions (décision 1 (XXXII), 1 (XXXIII) et 1984/101 de la Sous-Commission).

Par sa résolution 1984/62, du 15 mars 1984, la Commission a prié la Sous-Commission, à sa trente-septième session, de rédiger un texte définissant le terme "minorité", en tenant compte des études qui avaient déjà été faites dans ce domaine, des observations et des vues communiquées par les gouvernements, ainsi que des discussions tenues durant la session du groupe de travail et d'autres documents pertinents.

A sa trente-septième session, la Sous-Commission a décidé, par sa décision 1984/101 du 27 août 1984, de remettre à sa trente-huitième session la suite de l'examen de cette question.

A sa quarante et unième session, la Commission sera saisie du rapport du groupe de travail officieux à composition non limitée sur les travaux qu'il a accomplis pendant la quarantième session de la Commission (E/CN.4/1984/74), qui indique l'état d'avancement de l'examen du projet de déclaration.

21. Mesures à prendre contre toutes les idéologies et pratiques totalitaires ou autres, y compris le nazisme, le fascisme et le néofascisme, qui sont fondées sur l'intolérance ou l'exclusivisme racial ou ethnique, la haine, la terreur, le déni systématique des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ou qui ont de telles conséquences

Conformément à la résolution 2839 (XXVI) de l'Assemblée générale, en date du 18 décembre 1971, la Commission des droits de l'homme a gardé constamment à l'étude, depuis sa vingt-huitième session, en 1972, la "Question des mesures à prendre contre les idéologies et pratiques fondées sur la terreur ou sur l'incitation à la discrimination raciale ou toute autre forme de haine collective".

En application de la résolution 36/162 de l'Assemblée générale, la Commission des droits de l'homme examine cette question depuis sa trente-huitième session sous le titre des "Mesures à prendre contre toutes les idéologies et pratiques totalitaires ou autres, y compris le nazisme, le fascisme et le néofascisme, qui sont fondées sur l'intolérance ou l'exclusivisme racial ou ethnique, la haine, la terreur, le déni systématique des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ou qui ont de telles conséquences".

A sa quarantième session, la Commission des droits de l'homme a examiné cette question et adopté la résolution 1984/42, le 12 mars 1984.

Conformément à la résolution 38/99 de l'Assemblée générale, le Secrétaire général a présenté à l'Assemblée générale, à sa trente-neuvième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, un rapport établi à la lumière des débats qui ont eu lieu à la quarantième session de la Commission et sur la base des observations communiquées par les Etats et les organisations internationales (A/39/168-E/1984/39 et Add.1 et 2).

22. Services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme

La Commission est saisie de cette question conformément à la résolution 926 (X) de l'Assemblée générale et aux résolutions 684 (XXVI) et 1008 (XXXVII) du Conseil économique et social.

A sa quarantième session, la Commission était saisie du rapport du Secrétaire général concernant le Programme des services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme (E/CN.4/1984/44). A cette session, elle a adopté la résolution 1984/44, dans laquelle elle a prié le Secrétaire général de poursuivre et, selon qu'il convenait, d'accroître l'assistance aux gouvernements dans le domaine des droits de l'homme dans le cadre du programme de services consultatifs, et l'a invité à faire rapport à la Commission, à sa quarante et unième session, sur les progrès réalisés en ce qui concerne la fourniture de tels services et à formuler des suggestions au sujet d'un programme d'action de longue durée dans ce domaine. La Commission sera saisie du rapport qu'elle a demandé au Secrétaire général (E/CN.4/1985/30), ainsi que d'un rapport du Secrétaire général (E/CN.4/1985/31) sur l'application de la résolution 1984/43 de la Commission, relative à l'assistance au Gouvernement de la Bolivie.

23. Application de la Déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction

Après la proclamation par l'Assemblée générale de la Déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur

la religion ou la conviction (résolution 36/55, du 25 novembre 1981), la Commission et la Sous-Commission, à la demande de l'Assemblée générale, ont entrepris l'examen des mesures à prendre pour appliquer la Déclaration.

La Commission a poursuivi l'examen de cette question à ses trente-neuvième et quarantième sessions (résolutions 1983/40 et 1984/57).

La Sous-Commission l'a, elle aussi, examinée à ses trente-cinquième, trente-sixième et trente-septième sessions (résolutions 1982/28, 1983/31 et 1984/31).

A sa quarantième session, en 1984, la Commission a adopté sa résolution 1984/57, en date du 15 mars 1984, dans laquelle elle a recommandé au Conseil économique et social d'autoriser la Sous-Commission à confier à un rapporteur spécial, Mme E. Odio Benito, le soin de rédiger, conformément aux termes de la résolution 1983/31 de la Sous-Commission, une étude sur les dimensions actuelles des problèmes de l'intolérance et de la discrimination fondées sur la religion ou la conviction, et de prier le Rapporteur spécial de présenter son étude à la Sous-Commission à sa trente-septième session.

Le Conseil économique et social, dans sa résolution 1984/39 du 24 mai 1984, a fait sienne la recommandation de la Commission. Toujours par sa résolution 1984/57, la Commission a prié le Secrétaire général de lui faire rapport, à sa quarante et unième session, sur les mesures prises pour appliquer la résolution 1984/57 et celle du Conseil économique et social.

Par sa résolution 1984/31, adoptée le 30 août 1984, à sa trente-septième session la Sous-Commission, ayant examiné le rapport préliminaire (E/CN.4/Sub.2/1984/28) présenté par le Rapporteur spécial, Mme Odio Benito, l'a prié de poursuivre ses travaux et de présenter à la Sous-Commission un rapport intérimaire, à sa trente-huitième session, et un rapport final, à sa trente-neuvième session.

La Commission sera saisie du rapport du Secrétaire général sur l'application de sa résolution 1984/57, demandé au paragraphe 3 de cette résolution (E/CN.4/1985/33). En outre, la Commission devrait être saisie du rapport du Séminaire international sur la promotion de la compréhension, de la tolérance et du respect dans les domaines se rapportant à la liberté de religion ou de conviction (ST/HR/SER.A/16), qui a été organisé en application de la résolution 1983/40 de la Commission et s'est tenu à Genève du 3 au 14 décembre 1984.

24. Projet d'ordre du jour provisoire de la quarante-deuxième session de la Commission

L'article 9 du règlement intérieur prévoit que le Secrétaire général présente à la Commission, à chacune de ses sessions, un projet d'ordre du jour provisoire pour la session suivante, avec des renseignements indiquant, à propos de chaque question, les documents qui seront soumis au titre de cette question et la décision de l'organe délibérant qui a autorisé leur préparation, afin de permettre à la Commission d'examiner ces documents du point de vue de la contribution qu'ils apportent à ses travaux ainsi que de leur urgence et de leur intérêt au regard de la situation existante.

Avant la fin de sa quarante et unième session, la Commission disposera, pour l'examen, d'une note contenant un projet d'ordre du jour provisoire pour sa quarante-deuxième session, ainsi que de renseignements concernant la documentation y relative.

25. Rapport de la Commission au Conseil économique et social sur les travaux de sa quarante et unième session

Conformément à l'article 37 du règlement intérieur, la Commission soumet au Conseil un rapport, qui ne doit pas normalement dépasser 32 pages, sur les travaux de chaque session; ce rapport contient un résumé concis des recommandations et précise les questions qui appellent une décision du Conseil. Dans toute la mesure possible, les recommandations et résolutions contenues dans ce rapport sont présentées sous forme de projets soumis à l'approbation du Conseil.